

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Louise DECHÊNE, *Le peuple, l'État et la guerre au Canada sous le Régime français*, édition préparée par Hélène Paré, Sylvie Dépatie, Catherine Desbarats et Thomas Wien, Montréal, Boréal, 2008, 664 p.

par John A. Dickinson

Recherches sociographiques, vol. 50, n° 2, 2009, p. 427-429.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/038064ar>

DOI: 10.7202/038064ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

La colline parlementaire étant, plutôt que la mairie, le foyer principal de l'histoire qu'ont voulu retracer les auteurs, l'ouvrage rend compte de l'évolution de la ville et de l'agglomération de Québec de période en période, ne retenant cependant que les éléments principaux des dimensions physiques, démographiques, économiques, administratives, sociales et culturelles de cette évolution. Pour aller plus loin à cet égard, on pourra se reporter à la monumentale *Histoire de Québec et de sa région* parue également en 2008 aux Presses de l'Université Laval.

Synthèse et ouvrage de référence, *Québec, quatre siècles d'une capitale* appartient aussi au rayon des « beaux livres » par sa présentation typographique soignée, par la richesse de son iconographie aussi bien que par sa tenue linguistique impeccable, à quelques très rares exceptions près (on s'étonne d'autant plus de voir attribuée – note 58, page 633 – à Simon Langlois et au signataire du présent compte rendu une anthologie sur la démocratie au Québec publiée par Michel Lévesque).

Autre apport des Publications du Québec à la commémoration du 400^e anniversaire de Québec, *Québec, la capitale romantique s'ouvre* sur un court récit de Chrystine Brouillet, « Là où tout a commencé », évoquant une rencontre qui rapproche un couple au terme d'un tour de ville à Québec, mais consiste surtout en un album de quelque cent cinquante photographies toutes personnelles de Luc-Antoine Couturier qui resteront comme un témoignage visuel de ce qu'est devenue la ville de Québec quatre cents ans après sa fondation.

Yves MARTIN

Louise DECHÊNE, *Le peuple, l'État et la guerre au Canada sous le Régime français*, édition préparée par Hélène Paré, Sylvie Dépatie, Catherine Desbarats et Thomas Wien, Montréal, Boréal, 2008, 664 p.

Disparue en juillet 2000, Louise Dechêne laissa un manuscrit presque achevé sur un sujet important et peu traité dans l'historiographie récente : l'impact de la guerre sur l'État et surtout, sur les Canadiens qui en subirent les conséquences. L'introduction et dix chapitres avaient été retranscrits et corrigés ; un chapitre terminé mais pas encore retranscrit (Louise Dechêne écrivait tout à la main avant de faire saisir le texte à la machine) ni revu par l'auteure ; seulement l'ébauche du dernier chapitre et les grandes lignes de la conclusion enregistrées quelques jours seulement avant son décès. Hélène Paré a fait un travail remarquable d'archivage pour permettre de reconstituer virtuellement l'espace de travail et comprendre le cheminement qu'il restait à faire pour compléter la rédaction. Sylvie Dépatie, Catherine Desbarats et Thomas Wien ont achevé le dernier chapitre, vérifié les citations et complété la bibliographie. Wien a commis une longue préface qui situe l'œuvre dans son contexte et les deux premières ont rédigé une conclusion.

L'étude se divise en quatre parties : un premier chapitre qui traite des représentations du Canadien comme homme de guerre à travers le temps ; deux chapitres consacrés aux affrontements avec les Amérindiens du XVII^e siècle ; quatre chapitres traitant des opérations entre le tournant du siècle et 1744 ; enfin, cinq chapitres sur la « guerre de seize ans » qui clôt le Régime français. Pour étayer l'analyse l'auteure a constitué une annexe où figurent toutes les expéditions militaires, les personnes qui y ont participé et leur résultat.

Depuis le XIX^e siècle, une légende tenace confère aux Canadiens une habileté hors pair de faire la guerre et notamment la petite guerre d'embuscades rapides suivies de replis stratégiques qui déstabilisent l'ennemi. Prêts à marcher au premier ordre, endurcis aux privations, exécutant de longues expéditions hivernales que les Européens ne supporteraient pas, tireurs d'élite qui peuvent descendre un ennemi au loin, les miliciens canadiens sont réputés bien supérieurs aux troupes françaises et à leurs homologues anglo-américains. Malheureusement pour la fierté nationale, cette représentation résiste mal à une analyse serrée des témoignages. Les attaques contre les positions britanniques sont bien menées par des officiers des troupes de la Marine dont bon nombre sont d'origine canadienne, mais pas tous. Les gens qu'ils commandent, cependant, sont rarement des miliciens mais surtout des Amérindiens domiciliés et des volontaires, souvent des jeunes gens ayant une expérience de la traite et de la vie dans les bois. Et tous les miliciens ne partaient pas à la guerre avec enthousiasme comme l'illustre le procès d'Anne Edmond qui répand des rumeurs susceptibles de déranger la paix publique en 1696 pour empêcher que son frère parte faire la guerre en Iroquoisie.

Tous les historiens de la Nouvelle-France sont conscients de l'importance des conflits dans le monde colonial mais ils ont soit glorifié les faits d'armes, soit évité de s'y attarder. Louise Dechêne reconstitue toute la brutalité des guerres qui parsèment l'histoire coloniale. Restant près de ses racines en histoire sociale, l'auteure tente de mesurer l'impact de la guerre sur les populations civiles. L'État mobilise les hommes mais aussi les ressources en temps de guerre et si les paysans ne paient ni taille ni gabelle, les corvées, perquisitions de vivres et le logement des gens de guerre constituent un lourd impôt. Les urbains paient pour être dispensés du logement des troupes et ce sont les communautés rurales qui subissent la violence des gens d'armes lorsqu'ils sont dans leurs quartiers d'hiver. Et avant d'accuser la France d'avoir abandonné le Canada, ne faudrait-il pas tenir compte de la capacité de la colonie de loger des gens de guerre ? Ainsi, Louise Dechêne démontre clairement que les possibilités de logement étaient déjà dépassées en 1755 et que la venue de troupes supplémentaires auraient opprimé davantage la population. Les sources ne sont pas nombreuses, mais avec une finesse remarquable, l'auteure en extrait des enseignements pertinents. Toujours en tenant compte des réalités concrètes de l'existence, L. Dechêne dresse ainsi un portrait beaucoup moins exaltant que ceux auxquels nous avait habitués l'histoire des batailles.

Depuis cinquante ans, peu d'historiens de la Nouvelle-France se sont occupés des faits militaires (ceux qui se spécialisent davantage dans l'histoire impériale britannique comme Ian Steele ou les États-Uniens qui se réfèrent à des sources anglo-américaines

comme John Demos apportent plus de nuances) sauf dans le cadre des travaux pour mettre en valeur les sites de Parcs Canada qui sont dans la tradition de valorisation de la milice. Seul Jay Cassels a mis en cause cette vision en insistant sur le peu de miliciens ayant pris part aux combats et leur manque d'efficacité dû en grande partie au mauvais équipement et au manque d'entraînement. Cette étude, parue après le décès de l'auteure et qui a échappé à la vigilance des éditeurs, va tout à fait dans le sens de l'argument de Louise Dechêne.

À part quelques petites erreurs de précision (il faudrait parler des victoires de Champlain en 1609 et 1610 et non pas 1615, par exemple, page 104) que les éditeurs n'ont pas repérées et l'utilisation à quelques reprises de témoignages d'une période pour illustrer des propos dans une autre, il n'y a pas de reproches à faire à l'érudition exceptionnelle de l'auteure et sa capacité de bien situer son analyse dans un contexte large. Même les chapitres où l'intervention des éditeurs a été la plus lourde ont conservé une unité de style remarquable à tel point qu'on aurait du mal à identifier les passages qui ne sont pas de la main de Louise Dechêne. Ce livre se lit comme un roman et je dois avouer que je n'ai pas eu autant de plaisir à lire une étude scientifique depuis des années. Les éditeurs ont rendu là le plus bel hommage possible à leur maître disparu.

John A. DICKINSON

Université de Paris 3/Sorbonne Nouvelle.
john.a.dickinson@umontreal.ca

Marcel BÉNÉTEAU et Peter W. HALFORD, *Mots choisis. Trois cents ans de francophonie au Détroit du lac Érié*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2008, 532 p.

L'ethnologue Marcel Bénéteau et le défunt linguiste Peter W. Halford proposent avec *Mots choisis* un lexique complet des attributs du français parlé le long de la rivière Détroit, qui sépare aujourd'hui la métropole du même nom au Michigan et Windsor en Ontario, du début du XVIII^e siècle jusqu'à nos jours. Ce livre a la particularité de regrouper uniquement des mots qui n'apparaissent ni dans le *Larousse* ni dans *Le Petit Robert*, présentant ainsi un total de 2 850 mots français qui furent ou qui sont toujours en usage dans cette région.

Le livre est divisé en quatre sections. D'abord, une introduction présente un survol de l'histoire de la présence française des deux côtés de la rivière Détroit. Deux groupes de francophones distincts se sont successivement installés dans cette région : les *Muskat French* et les *Railroad French*. Les premiers s'y sont établis entre 1701 et 1830, notamment dans le contexte de la traite des fourrures, alors que les seconds, bénéficiant de la construction d'un chemin de fer reliant Montréal et Windsor, sont arrivés dans le contexte de l'émigration canadienne-française qui caractérisa le Québec de la seconde moitié du XIX^e siècle. S'il y a plusieurs décennies que le français a cessé d'être parlé du